



DES BESOINS CROISSANTS POUR UNE AIDE EN BAISSÉ : LES CONSÉQUENCES DU GEL DE L'AIDE DE L'USAID DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

INTRODUCTION

Dans le cadre de sa vision stratégique « America First », le président Donald Trump a annoncé, suite à son investiture en janvier 2025, la suppression de 83 % des contrats d'aide étrangère des États-Unis, faisant passer leur nombre total d'environ 5 200 à seulement 1 000 et entraînant la fermeture de l'USAID, l'agence des États-Unis pour le développement international (Schreiber, 2025). Cette situation a des conséquences majeures pour l'Afrique, où l'aide de l'USAID joue depuis plus de soixante ans un rôle essentiel dans les actions humanitaires et de développement. L'assistance fournie par des bailleurs de fonds internationaux comme l'USAID est aujourd'hui profondément intégrée dans la structure même de nombreux pays africains, dont elle aide à financer le développement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, ainsi que dans d'autres secteurs liés à la croissance et au développement économiques (Nyasuguta, 2025).

Les États et les économies du bassin du lac Tchad figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide de l'USAID en raison de leur fragilité et de la fréquence des crises humanitaires dans la région. Selon la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), l'USAID représente à elle seule 40 % des financements accordés à la région par les donateurs internationaux (Commission du bassin du lac Tchad, 2022). Ces ressources sont utilisées dans un large éventail de secteurs, notamment l'aide humanitaire (alimentation, hébergement, vêtements et soutien psychosocial), la santé, la consolidation de la paix et la cohésion sociale, l'éducation, la sécurité et la stabilité, ainsi que les efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets¹.

Le présent Policy brief analyse l'impact de la réduction de l'aide de l'USAID dans le bassin du lac Tchad, l'une des zones les plus durement touchées par les récentes coupes budgétaires. Elle s'appuie sur des données recueillies lors d'entretiens avec des interlocuteurs clés. Ces entretiens ont été menés auprès d'un ensemble ciblé de responsables et d'acteurs clés, notamment des organisations non gouvernementales (ONG) opérant dans la région du lac Tchad, et plus particulièrement dans l'État de Borno au Nigeria et dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun. Cinq organisations ont été sélectionnées de manière intentionnelle dans chacun de ces pays, ce qui porte à dix le nombre d'entretiens réalisés. Les organisations sélectionnées l'ont été sur la base de la nature de leurs interventions et des organismes donateurs qui les soutiennent. Le choix s'est délibérément porté sur des organisations financées entièrement ou en grande partie par l'USAID et dont les activités sont spécifiquement axées sur l'éducation, la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et la cohésion sociale.

Les entretiens ont été menés au mois d'août 2025. Les données collectées sur le terrain ont été transcrites manuellement, puis classées selon les thèmes correspondant aux objectifs de l'étude. Les résultats ont ensuite été confrontés aux informations textuelles et aux éléments probants issus de la recherche documentaire, réalisée à partir de sources fiables provenant de documents, des médias et d'Internet. Ce processus a permis d'élaborer un exposé empirique cohérent, présenté ici.

¹ C'est ce qui ressort d'entretiens menés auprès de plusieurs responsables d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales.

1 BASSIN DU LAC TCHAD, CRISE HUMANITAIRE ET DÉFICITS DE FINANCEMENT

Le bassin du lac Tchad s'étend sur plusieurs régions périphériques du Nigeria (zone nord-est, notamment les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe), du Tchad (sud-ouest du pays, en particulier les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis), du Cameroun (régions du Nord et de l'Extrême-Nord) et du Niger (région de Diffa, dans le sud-est du pays). Il doit son nom à sa localisation autour des rives du lac Tchad. Bien que les terres et les populations de cette zone soient réparties entre différents pays, elles présentent un certain nombre de caractéristiques communes : elles sont défavorisées, historiquement marginalisées et, pour la plupart, éloignées des centres de pouvoir de leurs États respectifs, ce qui leur vaut d'être, à des degrés divers, négligées (Owonikoko, 2021).

Figure 1 : Carte représentant le bassin du lac Tchad, couvrant les zones frontalières du Nigeria, du Niger, du Cameroun et du Tchad.



Source : Nick Ferris, [Aid cuts leave a million facing starvation in Nigeria—as food supplies run out, The Independent](#), 4 July 2025.

Le bassin du lac Tchad est le théâtre de crises multidimensionnelles, parmi lesquelles figurent notamment le stress écologique lié aux changements climatiques, la précarité socio-économique, l'extrémisme violent, les conflits et l'insécurité, les déplacements massifs de population, ainsi que l'insécurité alimentaire. La région a déjà connu des périodes de faibles précipitations et de sécheresse prolongée, en particulier dans les années 1970 et 1980 (Owonikoko & Momodu, 2020). Depuis le début des années 2000, certaines zones du bassin du lac Tchad font face à des précipitations irrégulières, avec des conséquences diverses. Dans certaines régions, la baisse des précipitations a entraîné des épisodes de sécheresse, tandis que dans d'autres, des pluies exceptionnellement abondantes ont provoqué des inondations dévastatrices.

L'irrégularité des précipitations observée ces dernières années a eu un impact significatif sur la superficie du lac Tchad, dont on estime qu'elle est passée d'environ 26 000 km² en 1960 (Owonikoko & Momodu, 2020) à environ 1 540 km² en 2020 (Ferris, 2025). Ce phénomène a profondément perturbé les moyens de subsistance et eu des conséquences négatives pour la majorité de la population locale, principalement composée d'agriculteurs, de pêcheurs et d'éleveurs, dont les revenus et la subsistance dépendent directement des précipitations et des ressources en eau. Cette situation a contribué à aggraver la pauvreté et le chômage, rendant ainsi la population plus vulnérable à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes violents ou des organisations criminelles (Owonikoko & Momodu, 2020).

En outre, le bassin du lac Tchad est fortement touché par l'extrémisme violent et les conflits. Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) sont responsables de la majorité des actes terroristes dans la région. Entre janvier 2022 et mai 2025, ces groupes ont été impliqués dans un total de 4 491 incidents, dont 875 ont eu lieu en 2022, 1 223 en 2023, 1 810 en 2024 et 583 entre janvier et avril 2025². Ces actes, qui incluent des meurtres, des violences sexistes, des enlèvements et la destruction des

² Données obtenues auprès de l'ONG Armed Conflict Location and Event Data, juin 2025.

moyens de subsistance, ont exacerbé une crise humanitaire déjà sévère, caractérisée par des déplacements de population, des perturbations économiques, une augmentation du nombre d'enfants non scolarisés, des problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë, ainsi que par une dislocation généralisée des communautés.

Selon un rapport publié en juillet 2025 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le bassin du lac Tchad comptait environ 3,2 millions de personnes déplacées internes et plus de 502 000 réfugiés (OIM, 2013). Un autre rapport sur la région, publié en juin 2025 par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), indique en outre que 3,9 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, que 83 000 enfants souffraient de malnutrition sévère et qu'environ 1 874 écoles n'étaient pas opérationnelles. Au total, quelque 10,2 millions de personnes étaient dans le besoin dans l'ensemble de la région (UN-OCHA, 2025). La persistance des problèmes de malnutrition, combinée à la diminution du nombre d'écoles opérationnelles, alimente le climat de conflit et d'insécurité tout en accroissant la vulnérabilité des enfants et des jeunes aux stratégies de recrutement des groupes extrémistes violents. L'inefficacité des institutions gouvernementales, tant au niveau national qu'infranational, a créé un vide en matière de gouvernance, que des acteurs nationaux et internationaux tentent de combler par diverses interventions, notamment des subventions et des aides.

En bref, la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad présente un paradoxe : les besoins augmentent alors que l'aide diminue. La crise humanitaire complexe qui frappe la région ne cesse de s'aggraver, de nouvelles menaces venant s'ajouter à celles qui existent déjà. Outre la montée de l'extrémisme violent, le bassin du lac Tchad fait également face à des crises environnementales multiples (Tiky & Ndilose, 2025). En juin 2025, on comptait pas moins de 2,5 millions de personnes déplacées dans les différents pays de la région (voir Tableau 1).

Tableau 1 : Déplacés internes et réfugiés dans le bassin du lac Tchad (juillet 20

Pays	Personnes déplacées internes	Réfugiés	Zones les plus touchées
Niger	174 208	266 201	Région de Diffa
Nigeria	2 252 348	77 883	États de Borno, d'Adamawa et de Yobe dans la région du nord-est
Tchad	233 989	30 231	Région du Lac
Cameroun	475 871	128 057	Région de l'Extrême-Nord

Source: Données obtenues auprès de l'OIM, Matrice de suivi des déplacements, « Situation dans le bassin du lac Tchad », juillet 2025.

Le bassin du lac Tchad se trouve ainsi dans une situation critique : les perspectives de bénéficier d'une aide humanitaire durable s'amenuisent de manière dramatique, alors même que les besoins vitaux ne cessent d'augmenter. Comme le soulignent Charlie Ward et Mark Plant (2025) :

Alors que les conflits et les situations de fragilité se multiplient dans la région, les flux d'aide diminuent. Ces réductions risquent d'entraîner la suppression de programmes vitaux d'aide alimentaire et sanitaire, aggravant ainsi des conditions sociales et humanitaires déjà désastreuses.

La diminution de l'aide dont bénéficie le bassin du lac Tchad n'est pas seulement liée à la décision des États-Unis de réduire les interventions de l'USAID dans cette zone (Cilliers, 2025). D'autres pays donateurs ont eux aussi diminué leurs dépenses en matière d'aide, dans cette région comme ailleurs. Entre 2022 et 2025, l'Allemagne a ainsi réduit ses dépenses d'aide de 5,3 milliards de dollars, la France de plus d'un milliard de dollars pour la période 2024-2025 et le Royaume-Uni de 900 millions de dollars pour la même période, tout en réaffectant 1,28 milliard de dollars à l'hébergement des demandeurs d'asile sur son territoire (Cilliers, 2025). Cependant, la réduction du programme d'aide de l'USAID en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ramené à moins d'un quart de sa valeur initiale dès mars 2025, reste la coupe la plus drastique et la plus déstabilisatrice de toutes. Les données du Tableau 2 révèlent l'ampleur des déficits actuels en matière d'aide dans le bassin du lac Tchad.

Tableau 2 : Réduction de l'aide dans les pays du bassin du lac Tchad (juin 2025)

Country	Réduction en % des interventions de l'USAID dans le pays	Réduction en % du revenu national brut (RNB)	Réduction absolue (en millions de dollars américains)
Nigeria	23	0,50	178
Niger	34	0,36	59
Tchad	8	0,08	11
Cameroun	59	0,11	52

Source: Nick Ferris, [Aid cuts leave a million facing starvation in Nigeria—as food supplies run out](#), The Independent, 4 July 2025.

Ces coupes budgétaires ont eu des conséquences dramatiques dans les pays du bassin du lac Tchad. À titre d'exemple, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé devoir suspendre toute aide alimentaire au Nigeria d'ici août 2025, avec la fermeture de tous ses centres de soins nutritionnels dans le pays (PAM, 2025). Cette évolution est particulièrement préoccupante compte tenu de la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays.

La situation et les perspectives ne sont guère meilleures dans les autres pays de la région, comme le montrent les données du Tableau 3. Outre la question de l'alimentation et de la nutrition, d'autres indices de sécurité humaine suscitent également des inquiétudes. Par exemple, près de 1 500 écoles avaient fermé leurs portes au Tchad en juin 2025.

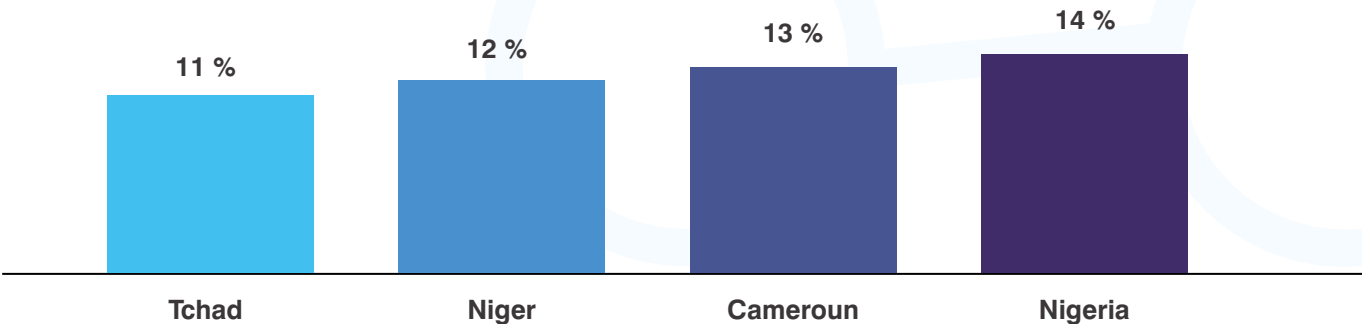
Tableau 3 : Incidence relative des crises alimentaires dans le bassin du lac Tchad

Pays	Personnes en situation d'insécurité alimentaire (en millions)	Enfants souffrant de malnutrition sévère (en milliers)
Nigeria	4,6	192
Tchad	0,3	10
Cameroun	1,2	11
Niger	0,1	7

Source: UN-OCHA, [Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot](#), June 2025.

Alors que la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad continue de se dégrader, les flux d'aide ont connu une baisse significative et durable, compromettant fortement les efforts des acteurs humanitaires locaux et internationaux. La plupart des interventions humanitaires internationales dans la région demeurent largement sous-financées et ne disposent pas des ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Comme le montre la Figure 2, en juillet 2025, les plans de réponse humanitaire des Nations Unies dans la région restaient encore fortement sous-financés.

Figure 2 : Proportion des plans de réponse humanitaire de l'ONU pour 2025 qui ont été financés, juillet 2025



Source: Adapted from UN-OCHA, [Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot](#), June 2025.

2 GEL DE L'AIDE DE L'USAID ET CRISES HUMANITAIRES DANS LA RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD : LE CAS DU NIGERIA ET DU CAMEROUN

L'impact du gel de l'aide de l'USAID se fait déjà sentir dans les communautés du bassin du lac Tchad. Les personnes interrogées au Cameroun et au Nigeria observent que, l'USAID étant le plus important donateur de la région, le gel de ses aides a entraîné une réduction marquée des programmes et projets visant à améliorer le niveau de vie des populations locales et des bénéficiaires ciblés. Parmi ses programmes pilotes consacrés à la consolidation de la paix et la cohésion sociale, l'éducation, les moyens de subsistance et l'aide humanitaire, plusieurs ont été brutalement suspendus ou fortement réduits.

L'USAID finançait notamment de nombreux programmes visant à améliorer l'éducation dans le bassin du lac Tchad. C'était le cas du programme « Opportunity to Learn » (OTL), mis en œuvre par un consortium d'organisations nationales et locales de la société civile dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe au Nigeria. Ce programme avait pour objectif d'offrir des opportunités éducatives aux personnes qui, pour diverses raisons, avaient été contraintes d'abandonner leur scolarité³. Une école intégralement financée était construite dans chacune des communautés bénéficiaires. Au cours des deux dernières années du programme, plus de 12 000 élèves étaient inscrits dans ces établissements à travers le pays⁴. Cependant, la réduction de l'aide de l'USAID a entraîné la fermeture brutale du programme en 2025, et donc la suppression de toutes ces places scolaires, à moins de trouver d'autres sources de financement. Il est donc probable que les 12 000 élèves concernés

³ Entretien (réalisé à distance), responsable du suivi et de l'évaluation, Initiative for Education Awareness and Economic Development (IEAED), 28 août 2025. ⁴ Ibid.

viennent grossir les rangs des enfants non scolarisés dans le nord-est du Nigeria.

Comme le montre une publication récente, la réduction de l'aide de l'USAID a également affecté un autre programme scolaire destiné à soutenir les enfants victimes de l'extrémisme de Boko Haram (Adetayo, 2025). Ce programme avait permis la création d'environ 3 000 places scolaires, mais les coupes budgétaires ont fortement réduit le nombre d'élèves et d'enseignants pouvant en bénéficier, ce qui laisse craindre que les enfants désormais exclus du dispositif ne finissent par rejoindre un groupe extrémiste violent (Adetayo, 2025). Comme l'a déclaré l'un des répondants, « notre plus grande crainte est que ces enfants soient recrutés par des organisations terroristes... et c'est contre cela que nous luttons⁵ ».

Les structures scolaires mises en place grâce aux fonds de l'USAID remplissaient par ailleurs d'autres fonctions essentielles au-delà de l'apprentissage. Elles fournissaient aux enfants vulnérables des repas équilibrés, de l'eau potable et des soins de santé, tout en assurant leur protection⁶. Ces services se révèlent indispensables dans les zones touchées par les conflits comme le bassin du lac Tchad, où ils apportent espoir, stabilité et protection, et permettent l'accès à des ressources vitales qui contribuent au bien-être et au rétablissement des enfants. Le programme d'éducation de l'USAID a également contribué à réduire les inégalités entre les sexes en matière d'accès à l'éducation et de niveau d'études, autrefois très marquées dans la région⁷. En effet, la plupart des programmes d'éducation ont ainsi enregistré une hausse de la proportion d'élèves de sexe féminin. Dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, la majorité des initiatives financées par l'USAID avaient mis en place des mesures incitatives pour attirer davantage de filles, notamment des programmes d'alimentation et un programme scolaire conçu pour favoriser l'autonomisation des filles et des femmes⁸. Si ces mesures ont permis de réduire les disparités entre garçons et filles en matière de scolarisation, la baisse de l'aide et l'arrêt du programme ont entraîné un recul de ces acquis⁹, situation également constatée dans le nord-est du Nigeria (Adetayo, 2025). Selon une étude récente de l'UNICEF, la réduction de l'aide fournie par l'USAID pourrait ainsi compromettre les progrès durablement acquis en matière d'éducation des filles et des femmes (UNICEF, 2025). C'est déjà une réalité dans le bassin du lac Tchad, et la situation pourrait encore se dégrader. Au-delà de l'accès à l'éducation, les enfants de la région se voient également privés d'accès à des services essentiels, ce qui a des répercussions négatives sur leur santé, leur développement et leur bien-être en général.

Un autre domaine d'intervention essentiel qui a été profondément affecté est celui des programmes de consolidation de la paix. Le bassin du lac Tchad est le théâtre de conflits multiples et imbriqués, notamment des conflits identitaires, des rivalités pour l'accès aux ressources naturelles ainsi que diverses tensions locales. Il est fréquent que ces conflits dégénèrent et alimentent des crises plus vastes, telles que l'extrémisme violent, le terrorisme ou encore les insurrections, qui sont au cœur de l'instabilité persistante de la région. La résolution de ces problèmes nécessite des initiatives globales de consolidation de la paix qui s'attaquent aux causes profondes de ces conflits par des mesures comme le dialogue et la médiation communautaires, le renforcement des structures de gouver-

nance locales, la mise en place de mécanismes de prévention des conflits, une gestion efficace et non sexiste des ressources naturelles, ainsi que des programmes favorisant la cohésion sociale et communautaire. Malheureusement, plusieurs initiatives en cours, financées par l'USAID et destinées à soutenir ces efforts dans le bassin du lac Tchad, ont été suspendues.

Parmi les initiatives de consolidation de la paix financées par l'USAID, les programmes de cohésion sociale et communautaire dans les zones touchées par l'insurrection de Boko Haram occupent une place prépondérante. Ces programmes ont pour objectif de favoriser l'acceptation des anciens combattants par les communautés locales. Des études montrent que certaines populations du Nigeria et du Cameroun ont tendance à s'opposer à la réintégration d'anciens membres de Boko Haram en raison de griefs historiques, de doutes quant à la sincérité de leur repentir et de l'exclusion de certaines communautés lors de l'élaboration des programmes de réintégration. Le sentiment de rejet a conduit certains anciens combattants repentis ou déradicalisés à réintégrer leur groupe armé (voir Owoniko, 2022 ; Ugwueze et al., 2021 ; Melchisedek et al., 2024). Les interventions financées par l'USAID visaient à promouvoir la consolidation de la paix tout en empêchant les anciens combattants de réintégrer les groupes armés. Selon l'un des répondants, « beaucoup de progrès ont été accomplis en matière de consolidation de la paix entre les membres de la communauté et les anciens combattants repentis en vue d'une paix durable, mais il reste encore beaucoup à faire, d'autant que de plus en plus d'anciens combattants quittent leur groupe et cherchent à se réinsérer dans la communauté¹⁰ ». La réduction de l'aide de l'USAID risque de compromettre la poursuite de ces programmes, limitant ainsi les chances de consolider les avancées relatives réalisées jusqu'à présent.

Les programmes de santé essentiels financés par l'USAID ont eux aussi été profondément affectés. Si la plupart n'ont pas été immédiatement suspendus, leur couverture a néanmoins été considérablement réduite. C'est notamment le cas du President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR). Selon les personnes interrogées, les activités du PEPFAR ont pu se poursuivre sous une forme limitée dans certaines communautés, en grande partie grâce aux dépenses et aux achats effectués en amont, mais risquent d'être interrompues une fois ces ressources épuisées¹¹. D'autres facteurs peuvent cependant influencer sur les perspectives de maintien de ces programmes, tels que leur statut juridique, les dérogations limitées accordées aux fonds essentiels ou encore la résistance du Congrès américain face aux coupes budgétaires (KFF, 2025). Il n'en reste pas moins que de nombreuses initiatives de santé financées par l'USAID, dans le bassin du lac Tchad comme ailleurs, subissent actuellement des perturbations graves ou modérées liées à des suspensions et à la réduction de leurs activités (OMS, 2025).

⁵ Entretien, responsable du suivi et de l'évaluation, IEAED, 28 août 2025. ⁶ Les personnes interrogées ont mentionné plusieurs services fournis gratuitement aux élèves de ces établissements scolaires afin d'attirer les populations vulnérables. ⁷ Entretien (réalisé à distance), directeur exécutif, Concern for Women and Children Development Foundation (CWCDF). Entretien (réalisé à distance), directeur exécutif, ONG Association de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles (ONG ALVFF), Cameroun. ⁸ Entretien, directeur, Conseil d'appui pour la paix et le développement intercommunautaires (CAPDI) dans la région de l'Extrême-Nord, Cameroun. Entretien, directeur, Plateforme des associations citoyennes pour le développement de la commune de Mora (PLADECOM), Cameroun. ⁹ Entretien, directeur exécutif, CWCDF ; Entretien, directeur exécutif, ONG ALVFF. ¹⁰ Entretien (réalisé à distance), directeur exécutif, Inter Action Initiative for Community Development (IACID), 29 août 2025. ¹¹ Ce point de vue a fréquemment été exprimé par les répondants au sujet de certains programmes financés par l'USAID qui ont pu poursuivre leurs activités.

La réduction de l'aide de l'USAID a de lourdes répercussions sur le succès et la pérennité des initiatives humanitaires dans le bassin du lac Tchad, ainsi que sur le travail des ONG présentes dans la région. Certaines organisations qui dépendent partiellement de l'USAID ont dû réduire leurs effectifs et leurs activités, tandis que d'autres, notamment celles qui en dépendent entièrement, ont été contraintes de fermer leurs portes. Cette situation contribue au rétrécissement de l'espace civique dans la région. Toutefois, les observations issues du travail de terrain montrent que certaines ONG actives dans la région parviennent à atténuer cet impact en explorant d'autres solutions de financement, telles que le financement participatif, la sollicitation de donateurs philanthropiques ou la recherche de nouvelles formes de subventions, même si chacune de ces sources présente ses propres défis.

Les tentatives de recours au financement participatif produisent généralement des résultats limités en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne, en raison des niveaux élevés de pauvreté et du faible revenu disponible. La pauvreté est particulièrement endémique dans le bassin du lac Tchad. Ainsi, dans le nord-est du Nigeria, 70 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour, soit le double de la moyenne nationale (Amos, 2021). Dans un tel contexte, le financement participatif n'offre donc que des perspectives limitées pour lever les fonds nécessaires au fonctionnement des ONG et des organisations de la société civile de la région. Une autre possibilité consiste à faire appel à des philanthropes, ce qui comporte toutefois le risque de compromettre la neutralité et la crédibilité des organisations bénéficiaires en cas d'influence partisane excessive, en particulier lorsque ces philanthropes nourrissent des ambitions politiques. Une troisième option consiste à demander des subventions auprès de sources plus diversifiées, mais le système mondial de financement est globalement en repli. Cette situation a conduit l'Organisation des Nations Unies à réformer son approche face aux défis humanitaires internationaux en lançant une « réinitialisation humanitaire », ou humanitarian reset (Ohms, 2025).

Cette « réinitialisation humanitaire » est une initiative de réforme mondiale qui vise à répondre à la saturation et au sous-financement des opérations humanitaires en privilégiant l'aide vitale, en soutenant les acteurs locaux et en favorisant l'inclusion, la flexibilité et l'adaptation (ICVA, 2025). Bien que ses détracteurs y voient une tentative de hiérarchiser l'action humanitaire au risque de priver de nombreuses personnes de tout soutien (The Hague Humanitarian Hub, 2025), le fait qu'elle mette l'accent sur une utilisation plus efficace de ressources mutualisées constitue un atout majeur. Dans le bassin du lac Tchad, les mécanismes de financement commun pourraient offrir aux acteurs humanitaires un outil d'adaptation essentiel pour atténuer l'impact de la diminution du soutien de l'USAID.

Conformément au principe d'autonomisation des acteurs locaux, l'une des réformes les plus prometteuses qui pourraient émerger de la « réinitialisation humanitaire » réside dans l'utilisation plus efficace des fonds de financement commun pour les pays dans l'ensemble de la région. Cela pourrait permettre de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents en concentrant les ressources sur les secteurs critiques qui nécessitent un financement immédiat.

CONCLUSION

Ces dernières années, le secteur humanitaire mondial a connu une baisse considérable des dépenses consacrées à l'aide, les pays et organismes donateurs ainsi que leurs partenaires réduisant fortement l'aide destinée à leurs bénéficiaires, alors même que les crises humanitaires s'aggravent. Si la diminution de l'aide accordée par les donateurs et partenaires européens a été progressive, les récentes coupes de l'USAID à travers le monde ont été beaucoup plus drastiques, contribuant à creuser des déficits considérables dans de nombreux pays qui dépendent de cette aide.

Les conséquences du gel des dépenses de l'USAID se sont avérées particulièrement graves dans le bassin du lac Tchad. Le Nigeria et le Tchad font d'ores et déjà face à un déficit important par rapport au volume d'aide nécessaire pour répondre à leurs besoins humanitaires croissants. Dans le même temps, les indicateurs de sécurité et de développement de ces pays ne montrent aucun signe d'amélioration. Dans la mesure où une grande partie des besoins d'aide de la région était prise en charge par des interventions liées à l'USAID, ce gel soudain constitue en soi une grave menace humanitaire.

Pour pallier cette situation, les pays de la région doivent renforcer leurs mécanismes nationaux et transnationaux de gouvernance et de développement, afin de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité humaine et des vulnérabilités associées. Parallèlement, les pays et les organismes donateurs doivent hiérarchiser leurs interventions en se concentrant sur des solutions durables et en développant des partenariats dans les secteurs les plus critiques.

Les conséquences du gel de l'aide de l'USAID soulignent la nécessité, pour les pays du bassin du lac Tchad, de repenser leurs relations en matière d'aide extérieure, en trouvant notamment un équilibre entre dépendance à l'aide et partenariat stratégique. Bien que ce gel ait provoqué de graves difficultés au Nigeria et au Cameroun, il offre également aux dirigeants politiques de ces pays l'opportunité de mettre en place des mécanismes résilients, autonomes, transparents et durables pour faire face à la spirale des crises humanitaires. De manière générale, ces pays sont confrontés à la nécessité stratégique d'engager une réflexion approfondie afin de réduire leur dépendance à l'aide.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent visent à répondre aux défis identifiés pour différentes parties prenantes :

Pays du bassin du lac Tchad et leurs gouvernements

1. Créer un fonds humanitaire national dédié, intégré aux budgets annuels, en réservant au moins un pourcentage fixe à la santé, à l'éducation et à la sécurité alimentaire dans les régions touchées par la crise.

2. Développer des partenariats plus robustes avec l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds mondial et l'OCHA afin de combler les déficits de financement critiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures.
3. Consolider les mécanismes de transparence et de responsabilité dans l'utilisation de l'aide, notamment grâce au suivi de la société civile, afin de renforcer la confiance des donateurs et des citoyens dans les interventions menées par l'État.

CBLT

1. Servir de centre de coordination pour la mise en commun des ressources des États membres, des donateurs et des acteurs du secteur privé, afin d'éviter les doublons et de garantir l'efficacité.
2. Mettre en œuvre des projets transfrontaliers communs (adaptation aux changements climatiques, moyens de subsistance, infrastructures) afin de renforcer la résilience et l'interdépendance.

Organismes donateurs et partenaires internationaux

1. Passer d'une aide humanitaire de court terme à des cadres de financement pluriannuels prévisibles, intégrant le développement et la consolidation de la paix.
2. Privilégier le soutien direct aux ONG locales et aux organisations communautaires en leur accordant des financements ciblés et en les impliquant dans la conception des programmes afin de renforcer les initiatives locales.

Gouvernement des États-Unis

1. Investir davantage dans les partenariats de développement (comme la Zone de libre-échange continentale africaine), qui contribuent à renforcer la résilience à long terme et réduisent la dépendance à l'aide.
2. Fournir un soutien technique et financier à la CBLT et à la Force multinationale mixte (MNJTF) afin de renforcer les initiatives régionales en matière de sécurité et la stabilisation des communautés affectées.

RÉFÉRENCES

- Adetayo, O. (2025, August 30). [In Boko Haram's birthplace, USAID's collapse threatens a school for victims of extremism](#). AP News.
- Amos, T. (2021, November 16). [Boko Haram: World Bank report decries alarming poverty rates in North East](#). Daily Post.
- Cilliers, J. (2025, February). [The toll of USAID cuts in Africa](#). ISS African Futures.
- Ferris, N. (2025, July 4). [Aid cuts leave a million facing starvation in Nigeria—as food supplies run out](#). The Independent.
- ICVA. (2025, May). The humanitarian reset examined: A strategic briefing for NGOs.
- IOM. (2025, July). Displacement Tracking Matrix, 'Situation in Lake Chad Basin'.
- KFF. (2025, July 23). [The Trump administration's foreign aid review: Status of PEPFAR](#).
- Lake Chad Basin Commission (LCBC). (2022). Directory of Civil Society Organisations in Lake Chad Region, Regional Strategy for Stabilisation, Recovery and Resilience.
- Melchisedek, C., Mahamat, M., & Garaktcheme, G. (2024). Reinserting ex-associates of Boko Haram in Cameroon. *African Security Review*, 33(2), 196–209.
- Nyasuguta, F. (2025, February). [USAID shutdown: What it means for Africa's future](#). Mambo Edtech Media.
- Ohms, M. (2025, August). [The 'humanitarian reset'—UN reform out of necessity](#).
- Owonikoko, B. S. (2021). [Implications of Covid-19 pandemic for peace and security in the Lake Chad Basin region](#). IPSS Policy Brief, 15(6).
- Owonikoko, B. S. (2022, January). 'Take them to Government House or Aso Rock': Community receptivity to reintegration of Operation Safe Corridor's deradicalised ex-Boko Haram members in Northeastern Nigeria. *Cogent Social Sciences*, 8(1).
- Owonikoko, B. S., & Momodu, J. (2020). Environmental degradation, livelihood, and the stability of Chad Basin Region. *Small Wars & Insurgencies*, 31(6), 1295–1322.
- Schreiber, M. (2025, March 10). [Rubio announces that 83% of USAID contracts will be canceled](#). NPR.
- The Hague Humanity Hub. (2025, July 1). [A conversation on humanitarian reset](#).
- Tiky, L., & Ndilose, M. (2025). The paradox of climate change resilience and elusive peace in the Lake Chad Basin. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 74.
- Ugwueze, M. I., Ngwu, E. C., & Onuoha, F. C. (2021). Operation Safe Corridor programme and reintegration of ex-Boko Haram fighters in Nigeria. *Journal of Asian and African Studies*, 57(6).
- UNICEF. (2025). [Education aid cut: A broken promise to children](#).
- UN-OCHA. (2025, June 10). [Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot](#).
- Wand, C., & Plant, M. (2025, May 7). [West Africa at the crossroads: Fostering stability after aid cuts](#). Center for Global Development.
- WFP. (2025, July 23). [Emergency food assistance grinds to a halt in Nigeria amid surging insecurity and record hunger](#).
- WHO. (2025, April). The impact of suspensions and reductions in health official development assistance on health systems.

À PROPOS DES AUTEURS

AI Chukwuma OKOLI est professeur de gouvernance sécuritaire à l'Université fédérale de Lafia, dans l'État de Nasarawa. Il est membre de plusieurs organisations intellectuelles, dont le Réseau de recherche sur les conflits – Afrique de l'Ouest. Il est triple lauréat du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), ayant participé aux trois instituts du Conseil (Genre 2018, Enseignement supérieur 2019, Gouvernance démocratique 2021). Ses recherches portent sur l'écologie politique libérale, les études de sécurité, ainsi que le genre et le développement. On peut le contacter à l'adresse suivante : okochu007@yahoo.com.

Freedom Chukwudi ONUOHA est professeur de sciences politiques à l'Université du Nigéria, à Nsukka. Il est actuellement en congé sabbatique au Collège de défense nationale d'Abuja, au Nigéria. Il a été membre du Groupe de travail national qui a élaboré le Plan d'action national du Nigéria pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (2017). Il est membre du Groupe international Folke Bernadotte Academic (FBA) depuis 2023 et chercheur associé non résident au CEMLAWS Africa. Ses domaines de spécialisation en recherche sont la violence politique, le terrorisme, l'extrémisme violent, les menaces transnationales et la sécurité maritime. On peut le contacter à l'adresse suivante : chufreedom@yahoo.com.

Saheed Babajide OWONIKOKO est maître de conférences et chercheur affilié au Centre d'études sur la paix et la sécurité de l'Université Modibbo Adama, à Yola, dans l'État d'Adamawa, au Nigéria. Il préside la section de l'État d'Adamawa de la Société d'études et de pratiques pour la paix et est membre du Réseau de recherche sur les conflits – Afrique de l'Ouest. Ses recherches portent sur les études de sécurité, les groupes armés non étatiques, l'extrémisme violent et les liens entre genre, sport et développement. On peut le contacter à l'adresse suivante : owonikoko.babajide@gmail.com.

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

